

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**NUMERO SPECIAL***Philippe*
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 148
N° 1 - Numera Taae**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 12
no Tiurai 1999

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Pages

Ministère de l'environnement

Arrêté n° 3362 MEN du 8 juillet 1999 autorisant la Société environnement polynésien à installer et exploiter un centre d'enfouissement technique de déchets de catégories 2 et 3 et un centre d'apport volontaire, sur la terre dite "Paihoru" de la commune de Taiarapu-Est; installation de 1re classe de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

2

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 3362 MEN du 8 juillet 1999 autorisant la Société environnement polynésien à installer et exploiter un centre d'enfouissement technique de déchets de catégories 2 et 3 et un centre d'apport volontaire, sur la terre dite "Palhoro" de la commune de Taïarapu-Est, installation de 1re classe de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres membres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 178 PR du 16 février 1999 modifiant l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 530 CM du 1er avril 1999 établissant la liste des personnes susceptibles d'être choisies pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur en matière d'enquête de commodo et incommodo relevant de la procédure d'une installation de 1re classe ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998 définissant les conditions techniques d'aménagement et d'exploitation des centres d'enfouissement techniques de déchets de catégories 2 et 3 sur les îles du Vent ;

Vu l'arrêté n° 169 CM du 2 février 1998 portant création d'un comité de suivi des travaux de réalisation du C.E.T. de Taravao et d'exploitation dudit centre ;

Vu l'arrêté n° 52 CM du 14 janvier 1999 approuvant le programme de gestion des déchets des îles du Vent ;

Vu la demande d'autorisation déposée par la Société environnement polynésien, et enregistrée à la délégation à l'environnement sous le numéro de dossier 99-7 ENV/SIC ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taïarapu-Est sur le territoire de laquelle est implantée l'installation ;

Vu les avis des maires des communes de Taïarapu-Ouest et de Teva I Uta, dont les territoires sont atteints par le rayon d'affichage de 1 km de l'avis au public ;

Vu l'avis de la commission des installations classées en séance du 18 mai 1999 ;

Vu l'urgence et l'intérêt général qui s'attachent à la fermeture des dépotoirs existants ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Nouméa en date du 15 avril 1999,

Considérant que par cette décision, le tribunal administratif de Nouméa a estimé que les travaux projetés par l'arrêté n° 4278 MEN du 8 juillet 1998 pouvaient être de nature à porter atteinte à l'environnement en raison des risques d'infiltration des lixiviats ;

Considérant que pour pallier les risques énoncés, il est décidé de renforcer de façon conséquente les systèmes de contrôle et de sécurité notamment de rejets de lixiviats ;

Considérant que dans le même souci de prévention des risques, il est décidé la mise en place d'une période probatoire d'exploitation du centre d'enfouissement technique ;

Considérant que le centre d'enfouissement technique, objet du présent arrêté, s'inscrit dans une opération

d'ensemble, conformément à l'arrêté n° 52 CM du 14 janvier 1999 approuvant le programme de gestion des déchets des îles du Vent, incluant un centre de recyclage de transfert et l'implantation d'un deuxième centre d'enfouissement technique sur le domaine Lagarde qui sera opérationnel en 2003 ;

Considérant que les moyens financiers importants prévus par le gouvernement de la Polynésie française en matière de réhabilitation des décharges sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française sont intégrés dans les négociations du fonds de reconversion de l'après-CEP (FREP),

Arrête :

TITRE I

Dispositions générales

Article 1er.— Autorisation

La Société environnement polynésien, société d'économie mixte au capital de 250.000.000 F CFP, sise à Papeete immeuble Paofai, 2e étage, est autorisée à installer et exploiter une installation de première classe des installations classées au PK 57,5, sur la terre dite "Paihoru" située sur le territoire de la commune associée de Taravao, site répertorié au cadastre de la commune de Taiarapu-Est, section AA, parcelle n° 9, et section AB, parcelles n° 1 et n° 2.

L'installation, objet du présent arrêté, comprend :

1- Un centre d'enfouissement technique (C.E.T.), activité principale de l'installation, composé de :

- Une zone de stockage destinée à recevoir les déchets de catégorie 2 produits aux îles du Vent, d'une capacité globale égale à 1.200.000 m³, activité de 1re classe de la réglementation des installations classées au titre de l'article D 409-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française, correspondant au remplissage et à la mise en état progressive de 12 casiers de déchets non dangereux, conformes à la liste annexée à l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998 ;
- Une zone de stockage destinée à recevoir les déchets de catégorie 3 produits aux îles du Vent, d'une capacité globale égale à 83.000 m³, activité de 2e classe de la réglementation des installations classées au titre de l'article D 409-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française, correspondant au remplissage et à la remise en état de 2 casiers de déchets inertes, conformes à la liste annexée à l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998. Cette zone de stockage peut recevoir des pneumatiques usagés.

2- Un centre d'apports volontaires ou déchetterie, d'une superficie supérieure à 1.000 m², activité de 1re classe au titre de la rubrique 136 de la nomenclature des installations classées.

3- Les unités fonctionnelles classées suivantes :

- Une station d'épuration, d'ultrafiltration et de nanofiltration, prévue pour un débit moyen journalier de 90 m³ de lixiviats, activité de 1re classe au titre de la rubrique 96 de la nomenclature des installations classées ;
- Un atelier de réparation et d'entretien d'une surface inférieure à 200 m² et activité à la maintenance des engins d'exploitation, activité de 2e classe au titre de la rubrique 39 de la nomenclature des installations classées.

Art. 2.— Limites d'autorisation

1 - Période probatoire

Aux fins du présent arrêté, la durée d'autorisation d'exploitation de l'ensemble des installations, toutes activités confondues, est limitée dans un premier temps à la durée de vie de 5 (cinq) casiers de catégorie 2, les casiers de catégorie 3 au nombre de 2 (deux) n'étant pas visés par la limitation.

Durant cette période, les analyses trimestrielles prévues à l'article 6 sont réalisées mensuellement, les analyses annuelles sont réalisées trimestriellement. Les résultats de ces analyses sont immédiatement transmis au ministre de l'environnement et communiqués aux membres du comité de suivi.

A l'issue de cette première période d'exploitation, l'exploitant fait établir par un organisme indépendant agréé par le ministre de l'environnement, un rapport démontrant l'innocuité de son activité vis-à-vis de l'environnement et en particulier, vis-à-vis des eaux de la baie Phaéton qui fait l'objet d'un contrôle spécifique tel qu'indiqué à l'article 7.

Ce rapport est transmis au ministre de l'environnement et présenté au comité de suivi pour approbation. Si le rapport est approuvé, l'exploitation se poursuit dans le respect des termes de l'autorisation énoncée à l'article premier.

Dans le cas où l'examen du rapport mentionné ci-avant établit que l'exploitation du centre d'enfouissement technique porte une atteinte à l'environnement et qu'en particulier, cette exploitation est source de dégradation de la qualité des eaux de la baie Phaéton, il est mis fin au stockage des déchets sur le site et l'exploitant prend immédiatement les dispositions prévues dans ce cas :

- couverture finale des casiers ;
- réaménagement du site ;
- suivi post-exploitation.

2 - Limites maximales

A l'issue de la période probatoire et après approbation du rapport mentionné ci-avant, l'exploitant poursuit l'exploitation sans toutefois dépasser les limites suivantes :

- durée de vie prévisible maximale de la zone de stockage de catégorie 2 : 18 ans, pour un stockage d'environ 75.000 t/an de déchets ;
- l'emprise de l'ensemble du site s'inscrit sur une surface de 30 hectares conformément au plan d'exploitation d'ensemble du dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de tous les événements susceptibles de modifier la durée de vie prévisible des zones de stockage autorisées.

En cas de capacité encore disponible à l'expiration de la période d'exploitation, l'exploitant informe d'avance l'inspection des installations classées de la durée de vie résiduelle de chaque zone de stockage.

Toute extension éventuelle du C.E.T. au-delà de l'emprise ci-avant mentionnée fait l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Les autorisations délivrées au titre de la réglementation des installations classées valent permis de terrassement, conformément à l'article D 409-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française, pour les travaux liés :

- à la préparation des casiers ainsi qu'aux opérations d'enfouissement des déchets ;
- à la réalisation des tranchées des ouvrages de détournement des eaux ;
- aux opérations d'extraction de matériaux destinés au recouvrement des déchets et à la couverture des casiers.

Ces autorisations ne valent pas permis de construire, permis d'occupation du domaine public, permis de défrichage.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté doit faire l'objet d'une acceptation préalable de l'inspection des installations classées.

TITRE II

Protection de l'environnement

Art. 3.— *Traitement des lixiviats*

La dilution, l'épandage ou le rejet dans le milieu naturel des lixiviats bruts sont interdits.

Les lixiviats issus des casiers de catégorie 2 sont traités conformément au dossier de demande d'autorisation dans une station d'épuration propre au site constituée de :

- un étage de filtration par tamis à maille fine ;
- un étage de traitement biologique par boue activée (épuration biologique) ;
- un étage d'ultrafiltration en céramique permettant d'obtenir une eau exempte de matières en suspension, de bactéries et de virus ;
- un étage de nanofiltration sur membranes permettant d'arrêter l'essentiel de la DCO.

A l'issue de ce traitement, les rejets débarrassés de toutes fractions polluantes sont dirigés vers un bassin d'infiltration situé à la cote +45.

Les normes de rejet en sortie de station d'épuration sont celles figurant en annexe 2 de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998.

L'exploitant prévoit les dispositifs de traitement spécifiques pour respecter les normes susvisées pour les effluents provenant notamment :

- de l'aire de lavage des engins d'exploitation, prétraités dans un séparateur hydrocarbures. L'exploitant veille en particulier à ce que les désinfectants employés ne perturbent pas le fonctionnement de la station d'épuration, et le cas échéant prévoit la neutralisation préalable des effluents ;
- des égouttures de l'atelier de réparation et d'entretien des engins, prétraitées dans un séparateur hydrocarbures ;
- des locaux du personnel et des sanitaires ;
- des aires susceptibles d'être souillées par des déchets. Dans la mesure du possible, le nettoyage de ces aires se fait à sec, s'agissant notamment des zones de manœuvre du centre d'apport volontaire.

Une analyse des paramètres suivants : pH, DBO5, DCO, COT, MES, NH4+ et Fe est réalisée tous les trimestres à l'entrée et à la sortie de la station d'épuration. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées et archivés par l'exploitant pendant une durée minimale de 5 ans.

Les eaux drainées des casiers de catégorie 3 sont collectées séparément par pompage ou par gravité et dirigées vers un bassin d'infiltration d'environ 1.100 m2 situé à la cote +40.

Art. 4.— *Eaux n'ayant pas été en contact avec les déchets*

Sur l'ensemble du site toutes les dispositions sont prises pour que les eaux de ruissellement provenant des aires et voies extérieures non revêtues soient décantées avant rejet dans le milieu naturel.

Ces eaux transitent par un bassin de décantation dont les caractéristiques garantissent au rejet en sortie de cet ouvrage le respect des valeurs suivantes :

- $6 < \text{pH} < 8,5$;
- hydrocarbures totaux $< 10 \text{ mg/l}$.

Les eaux de pluie récupérées par chéneau et descente d'eaux pluviales des différentes toitures et par caniveau des aires extérieures revêtues n'étant pas susceptibles d'être souillées par des déchets sont raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales.

En outre, pour éviter tout risque de pollution terrigène liée aux travaux de terrassement, notamment lors de la préparation des casiers, l'exploitant met en place, durant ces travaux, un réseau temporaire de récupération des eaux concernées, afin de les traiter par décantation avant rejet en milieu naturel. Il remet en état les lieux, dès la fin des travaux.

Art. 5.— *Contrôle de l'ensemble des rejets*

Un prélèvement est fait mensuellement et l'analyse réalisée par un laboratoire approuvé par l'inspection des installations classées porte sur les paramètres suivants :

- pH ;
- conductivité.

Cette dernière doit être inférieure ou égale à 900 $\mu\text{S/cm}$.

En cas de dépassement les paramètres visés à l'article 3 sont tous analysés. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, ces eaux sont déversées sur le casier de catégorie 2 en activité le plus proche ou directement dans la station d'épuration.

Les résultats des analyses sont archivés par l'exploitant pendant 5 ans.

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes de dépassements constatés.

Art. 6.— *Contrôle des eaux souterraines et du biogaz*

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par le C.E.T. Ce réseau est constitué de puits de contrôle (pié-

zomètres) dont le nombre est de 3 minimum. Il doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Un des piézomètres de contrôle est situé en amont hydraulique du C.E.T.

Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur, de façon à atteindre la nappe phréatique ou, à défaut, sur une profondeur minimum de 30 mètres à partir du fond du casier le plus proche. Pour chacun des piézomètres de contrôle et préalablement au début de l'exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence.

Les caractéristiques des piézomètres doivent permettre d'y effectuer des prélèvements d'eau dans des conditions aisées.

Les prélèvements et analyses des eaux souterraines sont effectués par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les analyses à réaliser dans le respect des normes en vigueur portent sur les paramètres suivants :

Tous les trimestres :

- pH ;
- conductivité ;
- demande chimique en oxygène (DCO) ;
- demande biochimique en oxygène (DBO5) ;
- bactériologie (coliformes fécaux et streptocoques fécaux).

Une fois par an :

- hydrocarbures totaux ;
- nitrates et nitrites ;
- chlorures, sulfates et ammonium ;
- fer, indice phénol, arsenic, métaux lourds, cyanures, composés organo-halogénés.

Un levé systématique des hauteurs d'eau dans les piézomètres est effectué avant les prélèvements et consigné dans un registre.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués annuellement au service des installations classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée minimale de 15 ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, l'inspecteur des installations classées en est informé sans délai. Les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées au paragraphe suivant sont mises en œuvre.

1 - Plan de surveillance renforcée des eaux souterraines

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'actions et assure une surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application de ce plan.

2 - Suivi du bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, évaporation, relevé de la hauteur d'eau dans les piézomètres, quantités d'effluents rejetés). Ce bilan est calculé annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

3 - Contrôle du biogaz

Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède annuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S et H₂O.

En cas de destruction par combustion, la température doit être au moins de 900 °C et mesurée en continu. Les émissions de SO₂, CO, poussières issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle par un organisme extérieur compétent.

Art. 7.— Protection du littoral

L'ensemble des dispositifs d'aménagement du site et de traitement des effluents assure la protection du milieu marin littoral en particulier de la baie Phaéton.

Avant la mise en exploitation du site, un rapport sur l'état de cette baie est établi par un laboratoire indépendant agréé par le ministère de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre un rapport annuel sur l'état de la baie, suivant la même méthodologie que celle utilisée pour la réalisation du rapport initial.

Ce rapport est transmis au ministère de l'environnement et présenté au comité de suivi créé spécialement par l'arrêté n° 169 CM du 2 février 1998 et chargé du contrôle de l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Paihoro.

Si le rapport fait apparaître une dégradation notable de l'état de la baie résultant de l'exploitation du centre d'enfouissement technique, l'exploitant recherche immédiatement la cause de cette dégradation, notamment par la mise en œuvre d'un plan de surveillance renforcée tel que décrit à l'article 6.

Art. 8.— Sanctions

La mise en œuvre du plan de surveillance renforcée permet d'identifier et de localiser l'origine de tous désordres portant atteinte à l'environnement.

L'exploitant est tenu de prendre, sans délai et après accord de l'inspecteur des installations classées, les mesures nécessaires pour un retour à une exploitation normale du site.

S'il s'avère qu'un des casiers de stockage des déchets de catégorie 2 est à l'origine d'un désordre qui ne peut être rectifié, le casier est condamné dans les conditions décrites au titre VI "Couverture des parties comblées et fin d'exploitation".

En cas de non-respect des termes du présent arrêté et de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant s'expose aux sanctions prévues par les articles D 406-1 à D 408-1 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

TITRE III

Aménagements préalables au stockage des déchets

Art. 9.— Caractéristiques géométriques des casiers

Quelle que soit la catégorie des casiers, leurs caractéristiques géométriques sont conformes à celles qui figurent dans l'étude technique du dossier de demande d'autorisation.

La conception des casiers qui reçoivent les déchets de catégorie 2 (casier de catégorie 2) assure une protection totale du sous-sol contre les risques d'infiltration des lixiviats.

Les casiers peuvent être subdivisés en alvéoles. La hauteur des déchets par alvéoles est limitée à 6 m pour ne pas dépasser la limite de stabilité des digues, et le nombre d'alvéoles superposées est limité à 3 par casier.

Art. 10.— Caractéristiques générales du C.E.T.

La superficie du C.E.T., objet de la demande d'autorisation, est de 30 ha. La capacité maximale de stockage des déchets de catégorie 2 est de 1.200.000 m³.

La capacité maximale de stockage des déchets de catégorie 3 est de 80.000 m³.

La hauteur maximale de remplissage des casiers est de 20 m.

Art. 11.— Protection du sous-sol

Conformément aux termes de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998, la protection du sous-sol contre les pollutions est réalisée par une barrière de sécurité passive pour les casiers dédiés aux déchets de catégories 2 et 3, renforcée d'une barrière de sécurité active pour les casiers recevant les déchets de catégorie 2.

Art. 12.— Barrière de sécurité passive

Le substratum du site est renforcé par l'adjonction d'une couche de matériaux compactés (namu) d'une épaisseur de 0,50 mètre et présentant une perméabilité (k) inférieure ou égale à 1.10⁻⁸ m/s.

Art. 13.— Barrière de sécurité active

Sur le fond et les flancs des casiers de catégorie 2, une barrière de sécurité active assure l'indépendance hydraulique de ces derniers, le drainage et la collecte des lixiviats évitant ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive.

La barrière de sécurité active est constituée de bas en haut de :

1 - Sur le fond des casiers :

- un géotextile de 250g/m² constituant une couche anti-contamination dite couche G1 ;
- une couche de matériau drainant d'une épaisseur de 0,30 m équipée d'un réseau de collecte des effluents dite couche D1 ;
- un géotextile de 600g/m² constituant une couche anti-poinçonnement présentant des caractéristiques mécaniques adaptées au poids des déchets à stocker dite couche G2 ;
- une géomembrane d'une épaisseur minimum de 2 mm dite couche G3 ;
- un géotextile constituant une couche anti-poinçonnement présentant des caractéristiques mécaniques adaptées au poids des déchets à stocker, dite couche G4 ;
- une couche de matériau drainant d'une épaisseur de 0,30 m, équipée d'un réseau de collecte des lixiviats, dite couche D2.

2 - Sur les flancs des casiers ou des digues :

- de la géomembrane G3 ;
- du géotextile G4.

La zone à exploiter étant constituée de plusieurs casiers de même catégorie, la couverture énoncée ci-dessus (flancs des casiers) peut n'être appliquée que sur les flancs de la zone.

La réalisation du complexe d'étanchéité (géomembrane et géotextile) est assujettie à un plan d'assurance qualité destiné à prévenir les malfaçons de conception et de pose de la géomembrane, son vieillissement prématuré.

Cette mesure constitue une garantie de résistance aux sollicitations mécaniques en traction et en compression, aux agressions chimiques et aux rayons ultraviolets. Ce plan porte notamment sur les certifications de qualité de fabrication, sur les procédures de pose du complexe et de contrôle des soudures de la géomembrane.

L'ensemble des travaux d'étanchéité est réceptionné après remise d'un rapport de conformité établi par un organisme de contrôle compétent. Le procès-verbal de réception et le rapport de l'organisme de contrôle sont transmis à l'inspection des installations classées.

Art. 14.— Maîtrise et gestion des eaux

Les aménagements nécessaires à une bonne gestion des eaux consistent en :

- la réalisation de deux canaux étanches de dérivation des eaux de ruissellement des vallons situés à l'extrémité amont du site. La conception de ces ouvrages est conforme à l'étude technique figurant dans le dossier de demande d'autorisation. Les ouvrages sont dimensionnés pour évacuer un débit égal à quatre fois le débit d'une crue centenaire ;
- la réalisation, en amont des casiers en exploitation, de fossés étanches de collecte des eaux de ruissellement intérieures au site ;
- la réalisation des réseaux de collecte des lixiviats, des effluents provenant des drains situés sous la géomembrane des casiers, des eaux provenant des caniveaux de voiries ;

- la réalisation d'une station de traitement de lixiviats ;
- la réalisation d'un bassin de décantation étanche des eaux de ruissellement ;
- la réalisation de deux bassins d'infiltration des eaux traitées.

Art. 15.— Voiries intérieures

Les aménagements de voiries consistent en :

- la réalisation des routes d'exploitation intérieures au site ;
- la réalisation des plates-formes de vidage ;
- la réalisation d'une aire de croisement et de retournement.

Ces ouvrages sont conformes à l'étude technique figurant au dossier de demande d'autorisation.

Art. 16.— Accès au site

L'accès au site doit être limité et contrôlé. A cette fin, le site est clôturé sur une hauteur de 2 m, sauf dans les zones où le relief des abords interdit naturellement l'accès au site. Cette clôture solide et efficace est maintenue pendant toute la durée de l'autorisation.

L'entrée du site est matérialisée par une barrière interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Un panneau d'informations générales est installé à l'entrée du site, avant le pont-bascule, indiquant au moins en langues française et tahitienne :

- les noms du propriétaire et/ou de l'exploitant ;
- les heures d'ouverture du site de 6 h 30 à 19 h 30 les jours ouvrables du lundi au samedi pour l'ensemble du site ;
- les types de déchets admissibles, pour chacune des activités de l'installation, pour laquelle le site a reçu une autorisation d'exploitation. L'exploitant prévoit également d'établir une liste non exhaustive de déchets interdits, représentative des déchets les plus couramment sujets à d'éventuelles erreurs d'interprétation, comme les bidons souillés de peintures, les solvants, les pesticides, en mélange ou non avec des déchets non dangereux ou des déchets inertes ;
- les références de l'autorisation et de l'autorité dont dépend le contrôle du site, et l'identification des activités autorisées : zones de stockage de catégories 2 et 3 et centre d'apport volontaire ;
- les mentions "Dépôt d'ordures interdit à l'extérieur de la barrière sous peine d'amende", et "Entrée interdite en dehors des heures d'ouverture" ;
- les numéros de téléphone des responsables et des services à contacter en cas d'urgence (pompiers, mairie, gendarmerie).

Art. 17.— Intégration paysagère

L'exploitant veille à l'intégration paysagère du C.E.T., dès le début de son exploitation et pendant sa durée. Les dispositions prises par l'exploitant sont conformes aux plans et schémas figurant au dossier de demande d'autorisation.

Art. 18.— Relevé topographique initial

Le relevé topographique du site est réalisé préalablement à la mise en exploitation du site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

TITRE IV Exploitation du site

Art. 19.— Mode d'exploitation des casiers de catégorie 2

Il ne peut être exploité qu'un casier, ou qu'une alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets. La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que défini à l'article 41 de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998 si le casier ou l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d'alvéoles superposées.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse de déchets.

La capacité utile des casiers (déchets et terres de recouvrement), s'échelonne de 6.000 m³ à 120.000 m³ pour une moyenne de 100.000 m³, correspondant à une durée de vie moyenne de 1 an.

Les casiers sont divisés en alvéoles superposées de hauteur utile inférieure ou égale à 6 m, de durée de vie moyenne de 6 mois, pouvant être elles-mêmes subdivisées en alvéoles horizontales séparées par des digues de stabilité.

Art. 20.— Déchets admissibles

La nature des déchets admissibles dans le centre d'enfouissement technique est précisée en annexe 1 de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998 définissant les conditions techniques d'aménagement et d'exploitation des centres d'enfouissement technique de déchets de catégories 2 et 3 sur les îles du Vent.

Une personne qualifiée responsable de l'exploitation du site doit toujours être présente pendant les heures d'ouverture, et le régime de contrôle et d'accès au site comporte un programme de mesures visant à déceler et à décourager les déversements illégaux, en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Pour être admis dans le centre d'enfouissement technique, les déchets doivent satisfaire :

- à la procédure d'information préalable ;
- au contrôle à l'arrivée sur le site.

Art. 21.— Information préalable à l'admission des déchets de catégories 2 et 3

Avant d'admettre un déchet dans le C.E.T. et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander aux producteurs de déchets, collecteurs ou détenteurs une information préalable sur la nature de ce déchet.

Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins 2 ans par l'exploitant. L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, le recueil des informations préalables qui lui ont été fournies et précise, le cas échéant dans ce recueil, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

Art. 22.— *Contrôle d'admission*

Toute livraison de déchets fait l'objet d'une vérification de l'existence d'une information préalable et d'un contrôle visuel. En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable et avec les règles d'admission dans le C.E.T., le chargement est refusé.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des refus. Toute livraison de déchets fait l'objet, avant l'accès au site, d'un contrôle quantitatif effectué sur le pont-basculé d'une portée suffisante. A l'arrivée de chaque chargement, l'exploitant consigne dans un registre tenu à jour :

- la date et l'heure de réception ;
- le nom du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le poids des déchets.

Les récipients clos ne sont en aucun cas admis en l'état sur la zone à exploiter. Ils sont préalablement ouverts ou perforés, afin d'en vérifier le contenu. Ce contrôle s'effectue en dehors de la zone à exploiter, sur l'aire prévue à cet effet.

L'exploitant fournit une justification écrite pour chaque livraison acceptée en zones de stockage, considérée comme preuve de réception des déchets. Cette justification peut être prise sous la forme d'un bordereau de livraison, et décrit les caractéristiques quantitatives et qualitatives des déchets livrés, et leur origine.

L'exploitant étant responsable du contrôle de la qualité des déchets apportés dans son installation, il peut à tout moment refuser un chargement dont la nature ne correspond pas à celle des déchets admissibles. Les lots refusés sont immédiatement évacués par le producteur ou le détenteur.

En cas de doute sur le contenu des chargements de déchets, et notamment en cas de présence soupçonnée de déchets à risque dans les déchets non dangereux, l'exploitant peut exiger, avant acceptation, que le chargement soit soumis, aux frais du producteur ou du détenteur à des prélèvements et analyses destinés à qualifier les déchets.

Toutes informations concernant les déchets refusés sont consignées dans le registre des refus, mentionnant le motif du refus et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en est immédiatement informée.

Art. 23.— *Stabilité d'ensemble et tassement*

L'exploitant surveille et vérifie la stabilité des talus, digues et remblais, et prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les risques d'éboulement, notamment des digues de stabilité et des quais de vidage.

Ces travaux sont réceptionnés sur l'avis d'un organisme de contrôle externe reconnu compétent et transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitation des alvéoles concernées ne peut démarrer qu'une fois que l'inspection des installations classées a approuvé ces documents sous un délai de 10 jours ouvrés après réception du document par la délégation à l'environnement.

Afin de se prémunir contre les risques de rupture des réseaux de drainage des effluents pouvant être provoqués par les mouvements différentiels des masses de déchets au cours du temps, les canalisations enterrées sont conçues pour supporter des tassements d'au moins 80 cm, et les raccords des réseaux aux puits de pompage sont réalisés à l'aide de manchons souples.

Art. 24.— *Mise en place des déchets*

Les déchets sont déversés dans les alvéoles à partir de quais de vidage, dans le casier en exploitation, puis étalés en couches minces n'excédant pas 50 cm d'épaisseur et compactés par un engin de type "compacteur" afin d'atteindre une densité minimale de 0,8.

Les couches de déchets sont périodiquement recouvertes d'une couverture intermédiaire de matériaux ou terres inertes, d'une épaisseur de 5 à 10 cm, ayant pour rôle de limiter les risques d'envols des déchets et les infiltrations dans la masse des déchets en facilitant le nivellement. A cet effet, une réserve suffisante de matériau de couverture est en permanence disponible sur le site.

L'exploitant veille au bon déroulement de l'ensemble de ces opérations et vérifie notamment la qualité du compactage, la périodicité du recouvrement.

Art. 25.— *Drainage et collecte du biogaz*

Les casiers contenant les déchets de catégorie 2 sont équipés, dès qu'il y a formation de biogaz et au plus tard 1 an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz, le transporter et l'éliminer, à défaut de pouvoir être valorisé, dans une installation de destruction par combustion.

La conception de l'installation de drainage permet de soustraire la totalité du biogaz, le réseau de collecte est mis en dépression permanente.

La densité des drains dans chaque casier et leur disposition permettent d'éviter toute accumulation de biogaz dans la partie supérieure des casiers.

Les eaux de condensation s'écoulant dans le réseau de collecte sont recueillies aisément (purge aux points bas).

Art. 26.— *Mode d'exploitation des casiers de catégorie 3*

Les 2 casiers situés en aval du site sont exploités selon une technique de progression analogue à celle des casiers de catégorie 2, par alvéoles superposées et alvéoles horizontales séparées par des digues de stabilité, pouvant être constituées elles-mêmes de certains déchets inertes (gravats, carcasses métalliques).

Les 2 casiers de catégorie 3, réservés aux déchets inertes, présentent respectivement des surfaces utiles de 2.000 m² et 3.000 m² en fond, et de 3.000 m² et 6.000 m² au sommet, des profondeurs de 6 m et 12 m, et des capacités utiles de 20.000 m³ et 80.000 m³.

Les alvéoles peuvent être exploitées en continu ou discontinu. Dans ce dernier cas, les alvéoles en attente d'un étage supérieur peuvent être protégées par une couverture intermédiaire constituée d'une épaisseur constante de 1 m de

matériaux et présentant une forme de pente générale pour l'écoulement des eaux de ruissellement vers l'extérieur de l'emprise du casier.

Art. 27.— Plan d'exploitation du C.E.T.

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage qui est mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 28.— Moyens de suivi des quantités de déchets stockés, moyens de communication.

Un dispositif de contrôle doit être installé à l'entrée du site afin de mesurer le tonnage des déchets admis.

Le site est équipé de moyens de télécommunications efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Art. 29.— Prévention des incendies et des risques d'explosion

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis. Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

L'exploitant prend les mesures de protection citées ci-après, et veille à ce que le matériel de lutte soit facilement accessible et que le matériel de détection soit en permanence opérationnel :

- chaque véhicule appartenant à l'exploitant est équipé d'un extincteur à poudre de 4 kg ;
- des extincteurs sont prévus à proximité du poste de pesage, dans les différents locaux, et près des zones à risques comme tout stock de produits inflammables en centre d'apport volontaire (papiers, cartons, plastiques) afin d'être utilisés en cas d'urgence ;
- des réserves de matériel de couverture sont en permanence disponibles sur le site ;
- les moyens de lutte et de détection prévus à proximité des stocks de déchets et produits à risques, spécifiés à l'article 44 du présent arrêté, sont adaptés à la nature des produits concernés ;
- des détecteurs de gaz explosif (méthane) ou toxique (hydrogène sulfuré, monoxyde de carbone) sont installés dans toutes les zones sensibles ;
- les pompes utilisées pour la collecte des lixiviats dans les puits de captage sont de type "antidéflagrante".

En plus des différents contrôles prévus dans le présent arrêté au niveau de l'admission des déchets, de la surveillance de l'accès au site, l'exploitant veille à ce que les consignes suivantes soient respectées :

- des consignes particulières sont affichées en permanence (interdiction de fumer en particulier dans les zones à risques), de façon apparente et inaltérable à proximité des accès. Le numéro de téléphone des services de secours et l'emplacement du moyen d'appel utilisable y sont indiqués ;
- le personnel est formé pour lutter contre tous les types d'incendie pouvant se produire à partir de l'inflammation des différents produits présents sur le site. Il est périodi-

quement entraîné sous forme d'exercice de fréquence annuelle et à chaque mouvement de personnel ;

- une surveillance constante du site est maintenue (personne sous astreinte), afin d'agir au plus vite en cas de sinistre ;
- les engins d'exploitation sont contrôlés périodiquement ;
- la conception et le maillage des puits de drainage du biogaz sont étudiés de façon à éviter tout risque de formation de mélange explosif. A cet effet, l'espace annulaire entre les puits de captage et les tuyaux de collecte de biogaz est comblé par des gravillons.

La synthèse du dispositif de sécurité mis en place par l'exploitant pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion (y compris la formation du personnel) est transmise à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du site.

En cas de sinistre, l'exploitant recherche l'origine des incendies et explosions qu'il consigne dans le registre d'exploitation, comme :

- la présence de produits facilement inflammables ou explosifs tels que les solvants, les peintures, les produits chimiques, les désherbants ;
- le non-respect des consignes de sécurité (interdiction de fumer en particulier) ;
- les actes de malveillance ;
- les mélanges critiques de gaz.

Art. 30.— Sécurité électrique

Les installations électriques doivent répondre à la norme C-15-100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 31.— Prévention des odeurs

L'exploitation est gérée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs, en recouvrant immédiatement les déchets à l'origine d'émissions olfactives importantes.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Art. 32.— Prévention des envois

Le mode de stockage permet de limiter les envois de déchets. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède en tant que de besoin au nettoyage des abords de l'installation et des voiries permanentes.

Art. 33.— Prévention des nuisances

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes.

Les factures des produits raticides insecticides ou les contrats passés avec les entreprises spécialisées sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Chaque opération de dératisation et de désinsectisation est consignée dans le registre d'exploitation.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri des déchets et de récupération ne sont pratiquées que sur une aire spécialement aménagée et conformément à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 34. — Mesures de propreté générale

Il est interdit de déposer des déchets sur les aires d'attente ou de stationnement des véhicules et sur toutes aires non prévues à cet effet.

Les sols de l'installation sont maintenus propres, et les voies de circulation et les zones de stationnement sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Les huiles de vidange des engins d'exploitation sont récupérées dans des réceptacles étanches.

Les casiers et conteneurs de stockage des matériaux du centre d'apport volontaire sont conçus pour être vidés et nettoyés aisément et totalement.

Art. 35. — Lutte contre les nuisances sonores

En complément de l'article 31 de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour respecter :

- la sécurité auditive des chauffeurs et travailleurs par les engins à cabines fermées et par des casques de protection ;
- la tranquillité du voisinage par l'interdiction de l'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, haut-parleur, etc.), sauf si son emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'accidents ou d'incidents graves.

Toute utilisation de signaux, résultant de cette dérogation, doit faire l'objet d'une inscription chronologique datée et signée sur le registre d'exploitation. Ce dernier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le niveau de bruit généré par l'ensemble des activités de l'exploitation ne doit pas dépasser en limite de propriété :

- 70 dB (A) de 6 h 30 à 19 h 30 les jours ouvrables du lundi au samedi ;
- 60 dB (A), le reste du temps.

Le niveau de bruit généré par l'ensemble des activités de l'exploitation et le trafic engendré ne doit pas être à l'origine en ses limites d'une émergence de 5 dB (A) de 6 h 30 à 19 h 30 les jours ouvrables et de 3 dB (A) le reste du temps.

TITRE V Informations

Art. 36. — Informations sur l'exploitation

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et communiqués annuellement à l'inspection des installations classées selon des modalités à préciser en liaison avec l'inspection des installations classées.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté, ainsi que plus généralement tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée.

L'inspection des installations classées présente, au ministre de l'environnement, ce rapport d'activité complété par un rapport récapitulatif des contrôles effectués et des mesures administratives proposées pendant l'année écoulée.

Le ministre de l'environnement adresse le rapport de l'exploitant au comité de suivi.

La présentation du rapport annuel est faite par l'exploitant lors d'une réunion du comité de suivi, puis communiqué à la mairie de Taiarapu-Est.

Le rapport annuel prévu à l'article 40 de l'arrêté n° 653 CM du 7 mai 1998 comporte au minimum les informations suivantes, présentées chaque fois que possible sous forme de tableaux comparatifs, schémas synoptiques et supports cartographiques :

- une présentation générale de l'installation ;
- la période couverte par le rapport ;
- les noms de l'emplacement de l'installation et du propriétaire et/ou de l'exploitant ;
- les références des différentes autorisations dont l'installation a fait l'objet et les quantités, nature et provenance des déchets admissibles pour lesquels elle est autorisée ;
- la notice de présentation d'ensemble de l'installation portant sur les caractéristiques techniques des principaux équipements composant l'installation comme les unités de traitement des déchets ; équipements antipollution ; unités fonctionnelles ;
- les changements notables dont l'installation a fait l'objet, concernant notamment ses modalités de fonctionnement, la révision de ses aménagements ;
- les mises à jour éventuelles de la demande d'autorisation, et notamment du dossier d'exploitation, de l'étude géologique et hydrogéologie, des études d'impact et de dangers ;
- un bilan technique de l'exploitation ;
- un bilan matières de la période considérée portant les quantités, nature et selon le cas, la provenance ou la destination des déchets, matériaux, produits et objets réceptionnés, évacués à des fins de valorisation ou refusés.

Le bilan matières porte sur l'ensemble du site et sur les différents mouvements internes selon la destination des déchets (centre d'apport volontaire, zones de stockage de

catégorie 2 ou 3) et précise les écarts constatés par rapport à la période précédente, et si possible prévisible pour la période suivante.

Une synthèse de l'avancement des plans et programmes d'exploitation et de réaménagement tenus à jour par l'exploitant, avec indications et explications des écarts constatés par rapport à la période précédente, et prévisibles pour la période suivante.

Cette synthèse détaillée par casier précise notamment les dates de démarrage et d'achèvement des casiers et alvéoles en attente, leur niveau de remplissage ou l'avancement de leur remise en état, les modalités d'exploitation (compactage, recouvrement de terres), les capacités résiduelles des casiers et des zones de stockage, les périodes au cours desquelles l'exploitation devrait s'achever, l'intention de l'exploitant d'ouvrir de nouveaux casiers :

- Le bilan des flux liquides et gazeux de la période considérée avec indications et explications des écarts constatés par rapport à la période précédente, et prévisibles pour la période suivante ;
- Les résultats essentiels des mesures de contrôle et d'auto-surveillance, indiquant et expliquant les écarts constatés entre les quantités et les compositions mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, et les mesures et analyses effectuées dans le cadre du programme de contrôle, ainsi que les évolutions prévisibles ;
- Les périodes et causes d'arrêt des différentes activités et les mesures compensatoires mises en œuvre ;
- La description et les causes des incidents et accidents, des effets dommageables constatés lors de l'exécution du programme de contrôle, et la description des travaux réalisés pour y remédier ;
- Le cas échéant, la nature des plaintes dont l'exploitant a fait l'objet, et les suites données ;
- Des programmes de formation pour le perfectionnement professionnel et technique du personnel, notamment en matière de sécurité et de santé, et des mesures informatives à destination du public en matière de protection de l'environnement.

TITRE VI

Couverture des parties comblées et fin d'exploitation

Art. 37.— Couverture des casiers et des alvéoles de déchets

Dès la fin de comblement d'un casier, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.

Dans le cas de déchets de catégorie 2, une couverture provisoire est disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit à l'article 11 du présent arrêté. Dès la réalisation de ce réseau, une couverture finale est mise en place.

La remise en état finale du site, dans sa totalité, est conforme au plan figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Art. 38.— Contraintes de réaménagement

Le réaménagement du centre de stockage prend en compte plusieurs impératifs dont :

1 - L'écoulement satisfaisant des eaux de ruissellement

Le relief est déterminé pour que les eaux de pluie tombant sur le terrain ruissellent sans stagner sur la couverture. Ainsi, une pente minimale est donnée à cette couverture. Elle s'élève à au moins 5%. Cette pente prend en compte les risques de tassement différentiels dans la masse des déchets et permet même après le tassement, un écoulement efficace des eaux.

Ces tassements sont liés à l'évolution des déchets fermentescibles dans des conditions d'anaérobiose.

2 - L'intégration dans l'environnement

Il s'agit de déterminer les cotes à atteindre en différents points de façon à respecter l'harmonie de la topographie locale.

Art. 39.— Couverture finale

La couverture finale est la barrière qui isole les déchets du milieu environnant. Elle doit à ce titre remplir les fonctions suivantes :

- supprimer les infiltrations d'eau pluviale dans les déchets ;
- empêcher les émanations de biogaz ;
- favoriser la reprise de la végétation.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs, la couverture doit :

- présenter une bonne étanchéité ;
- résister à l'érosion ;
- assurer le drainage des eaux de pluie avant qu'elles n'atteignent les déchets ;
- être munie d'un système de dégazage performant ;
- comprendre une épaisseur de terre végétale suffisante.

La couverture définitive se compose du bas vers le haut de :

- une dernière couche de recouvrement d'une hauteur minimale de 0,50 mètre, présentant un coefficient de perméabilité $K < 1.10^{-7}$ m/s ;
- une géomembrane d'une épaisseur minimale de 1 mm ;
- une couche de matériau drainant d'une hauteur minimale de 0,30 mètre ;
- un géotextile anticontamination ;
- une couche de terre cultivable d'une hauteur minimale de 0,40 mètre.

La couverture finale doit présenter une pente $\geq 5\%$.

Dans le cas de déchets de catégorie 3 qui ont été stockés dans un casier dédié, la couverture finale peut consister en un recouvrement réalisé de sorte à limiter à long terme le ré-envoi des poussières de déchets.

Art. 40.— Dispositions post-exploitation

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins 5 ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Art. 41.— *Mise en place de servitudes d'utilité publique*

Dès la fin de la période d'exploitation, des servitudes d'utilité publique sont instituées sur tout ou partie du site.

Ces servitudes interdisent l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles assurent la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, moyens de collecte et de traitement des lixiviats et le confinement durable des déchets stockés. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter les autres usages du sol du site.

TITRE VII

Gestion de la période post-exploitation

Art. 42.— Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plan de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 27.

Art. 43.— *Période de suivi*

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 15 ans.

Pendant les périodes de suivi en phase de gestion postérieure à l'exploitation des zones de stockage, l'exploitant met en œuvre un programme d'auto-surveillance au moyen de mesures et d'analyses périodiques du site.

Ce programme est réalisé jusqu'à ce que l'inspection des installations classées constate, sur demande de l'exploitant, l'arrêt de production de lixiviats et du biogaz et que le site ne présente plus de risque effectif.

Les normes AFNOR sont prises comme références pour les méthodes analytiques, toute autre méthode équivalente étant acceptée sur avis d'un laboratoire spécialisé et accord de l'inspection des installations classées.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté complémentaire pris selon la même procédure.

Art. 44.— *Fin de la période de suivi*

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au ministre de l'environnement un dossier retraçant l'historique de la période de suivi accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le ministre fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le rapport de visite établi par l'inspecteur des installations classées est adressé par le ministre de l'environnement à l'exploitant et au maire de la commune concernée, ainsi qu'aux membres du comité de suivi.

Le ministre de l'environnement fixe ensuite par arrêté, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels du C.E.T., la date à laquelle sont levées les obligations de l'exploitant. Il peut également décider de la révision des servitudes publiques instituées sur le site.

TITRE VIII

Dispositions applicables au centre d'apport volontaire

Art. 45.— *Déchets admis dans le centre d'apport volontaire*

On entend par centre d'apport volontaire ou déchetterie, une installation conçue et aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux et produits triés et apportés par le public.

Les déchets admis dans le centre d'apport volontaire sont :

- les produits recyclables non destinés à l'enfouissement : papiers, cartons, plastiques, verres, métaux ;
- les déchets inertes : en lots non mélangés destinés à être enfouis en zone de stockage de catégorie 3, et en lots mélangés avec des déchets non dangereux destinés à être enfouis en zone de stockage de catégorie 2 ;
- les déchets végétaux destinés à être valorisés à des fins agricoles ;
- les déchets à risques suivants destinés à l'exportation en l'absence de filière adaptée sur le territoire de Polynésie française, notamment : piles, batteries, huiles usagées et médicaments non utilisés. En aucun cas ces déchets ne sont admis dans les casiers de catégories 2 et 3.

Les déchets à risques amenés par les particuliers sont stockés, avant réexpédition, dans un local clos fermant à clé et notamment les huiles usagées qui sont recueillies et stockées dans des conditions satisfaisantes de séparation à l'égard de tous autres produits liquides. Les récipients de stockage des huiles usagées doivent être étanches et fractionnés en unités élémentaires de 1.500 litres maximum. Ils doivent être stabilisés par leur propre poids ou par une fixation au sol rendant leur déversement impossible. A défaut, une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes est mise en place :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les récipients servant à l'apport par les particuliers ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôts et de stockage, ni avant ni après le déversement des huiles usagées dans les récipients de stockage.

Des dispositifs adaptés à ces récipients sont mis en place pour indiquer en permanence aux usagers le taux de remplissage afin d'éviter les débordements.

Lors de l'enlèvement des huiles, toutes les dispositions sont prises pour éviter les écoulements d'huiles notamment en cas de transvasement de récipient.

L'entraînement d'huiles usagées dû à un lessivage des installations par les eaux de pluie est évité par tout moyen approprié.

Les piles et batteries sont stockées dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public, dans un local fermé et aéré avec un sol assurant une bonne étanchéité. Les batteries sont entreposées de façon à éviter l'écoulement des liquides qu'elles contiennent et leur stockage en vrac est interdit.

Les médicaments non utilisés sont réceptionnés dans un local fermé et stockés dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public.

Art. 46.— *Contrôle*

Toute activité de chinage est interdite sur le site.

Une surveillance des opérations est obligatoire pour guider les déversements des particuliers, s'assurer que les apports sont proportionnés aux risques et à la taille des moyens mis en place.

En aucun cas les déchets à risques ne sont stockés ou déversés à même le sol. Ils sont stockés dans des bacs ou des conteneurs adaptés. Une personne du centre est chargée d'assurer un stockage correct qui évite les ruptures d'emballages, les bris de flacons et les mélanges de produits, et contrôle en permanence l'état et le degré de remplissage des conteneurs et autres récipients.

L'acceptation des médicaments usagés est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Art. 47.— *Information du public*

Un panneau d'information installé à l'entrée du centre d'apport volontaire :

- précise la liste des matériaux, objets ou produits acceptés, et les modalités de circulation et de dépôts dans autant de casiers ou de conteneurs spécifiques à chaque catégorie ;
- informe sur les risques et l'interdiction formelle de tout mélange ;
- indique que les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement et de façon sélective.

En outre, un panneau installé au niveau de chaque casier ou conteneur du centre d'apport volontaire indique le matériau, l'objet ou le produit accepté, et interdit, sauf spécifications claires, les mélanges d'huiles.

Art. 48.— *Contrôle des opérations d'évacuation du centre d'apport volontaire et suivi des mouvements des déchets à risques*

Tous les déchets, par catégorie, issus du centre d'apport volontaire sont systématiquement pesés en sortie de l'installation ou avant stockage en zones de catégories 2 et 3 pour les déchets concernés.

Leurs natures, quantités et destinations sont consignées dans le registre d'exploitation du site.

Les déchets, produits, matériaux et objets sont évacués régulièrement, en particulier :

- Les déchets végétaux stockés séparément en centre d'apport volontaire sont évacués régulièrement de façon à éviter toutes nuisances ;
- Les papiers, cartons, textiles, bois sont évacués dans les mêmes formes ;
- L'évacuation des médicaments périmés est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant qui veille en particulier au contrôle rigoureux des opérations d'enlèvement afin que ces produits ne soient pas détournés de leur destination prévue ;
- D'une façon générale, les autres déchets sont évacués en fonction des taux de remplissage des récipients, afin d'éviter les débordements.

Toutes les informations utiles concernant l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination des déchets visés, sont consignées dans le registre d'exploitation du site et transmises annuellement à l'inspection des installations classées dans le cadre du rapport de synthèse visé à l'article 36.

TITRE IX

Autres dispositions

Art. 49.— *Prévention des accidents de la circulation*

L'accès au C.E.T. est aménagé à partir de la voie existante. Afin de positionner l'accès dans la ligne droite, le raccordement fait l'objet d'une autorisation spécifique de la direction de l'équipement.

Une signalisation particulière située de part et d'autre de la chaussée et avant le virage dans le sens Papeete-Taravao est mise en place pour prévenir les usagers du danger lié à la sortie de camions sur la chaussée. Les dispositions minimales comprennent un panneau Stop pour les véhicules sortant du site et une signalisation routière de type "Danger sortie de camions" pour les usagers de la route.

Au sein de l'emprise du site, les voies de circulation sont à vitesse limitée et à visibilité maximale. Les pistes sont balisées et des dispositifs de protection bordent les digues qui servent de piste de desserte. La largeur minimale au sommet des digues destinées à la circulation des engins est fixée à 6 mètres.

Pour le centre d'apport volontaire, un plan de circulation et les horaires d'accès sont aménagés pour permettre de séparer les opérations d'enlèvement des opérations d'apports par les particuliers.

Art. 50.— *Hygiène et sécurité du personnel et du public*

L'exploitant se conforme strictement aux dispositions du code du travail et aux autres réglementations en vigueur, en particulier concernant l'hygiène et la sécurité de son personnel. Il se conforme en particulier aux dispositions de la délibération n° 91-13 AT du 17 janvier 1991 portant dispositions du chapitre VIII du titre I du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

L'exploitant du site veille en particulier à :

- La vaccination contre les risques d'hépatite, de tétanos et de leptospirose du personnel travaillant en contact avec les ordures, l'installation et à l'entretien des bureaux et sanitaires ;

- L'affichage des consignes de sécurité pour le personnel, incluant les numéros de téléphone des services de secours, d'incendie et du responsable du site, notamment dans les bureaux, où une trousse médicale de première urgence est prévue.

Pour le centre d'apport volontaire, la reprise et l'évacuation des matériaux et produits sont effectuées selon des modalités étudiées pour éviter tout risque d'accident pour les usagers ou le personnel travaillant dans l'enceinte.

Art. 51.— *Notification et publicité*

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Il est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Taïarapu-Est et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Art. 52.— L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans, sauf cas de force majeure.

Art. 53.— *Dispositions administratives*

1 - *Modifications*

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation.

2 - *Accidents ou incidents*

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police, tout accident ou incident doit être

signalé immédiatement à l'inspection des installations classées.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

3 - *Contrôles et analyses*

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Art. 54.— *Exécution du présent arrêté*

La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 1999.
Lucie LUCAS.

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Table analytique et chronologique (année 1998) 2.831 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 1999	2.219 FCP
- Code des communes (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 29 juillet 1998)	296 FCP
- Code des Impôts (mise à jour au 1er janvier 1998)	2.703 FCP
- Statut de l'Autonomie de la Polynésie française (juin 1997)	1.306 FCP
- Statut de la Fonction Publique de la Polynésie française (février 1996)	2.295 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	367 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	683 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française (année 1996)	1.316 FCP
- Code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics (Edition Juillet 1997)	2.020 FCP
- Répertoire général des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993	928 FCP
- Répertoire chronologique des actes publiés au J.O.P.F. de 1981 à 1991	5.345 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour)	3.315 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	1.969 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2.035 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997)	2.433 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
	Polynésie française	Voie aérienne					
Número.....	194*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	3.942	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an	7.155	10.785	14.225	13.680	15.465	14.680	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.